

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Bureau de la coordination et des procédures

cc
n° S31C : 68.02426

N° - 58

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société AFM RECYCLAGE, exploitant une plate-forme de recyclage et de valorisation de produits métalliques et automobiles à COLOMIERS et PLAISANCE du TOUCH, 27 chemin de la Ménude.

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté ministériel du 23/11/2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n°2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;

Vu l'arrêté ministériel du 02/05/2012 et ses annexes relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°141 en date du 05/11/2009 à la société AFM Recyclage pour l'exploitation d'une plate-forme de recyclage et de valorisation de produits métalliques et automobiles située sur le territoire des communes de Colomiers et Plaisance du Touch au 27 chemin de la Ménude à Colomiers concernant notamment les rubriques 2712, 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 22 mai 2014 ;

Considérant que lors de la visite en date du 11/02/2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- admission au broyage de certains VHU non correctement traités par les opérations préalables de dépollution et de valorisation effectuées dans les centres VHU agréés ;
- admission au broyage de certains DEEE non préalablement dépollués ;
- dépollution de certains VHU effectuée de manière incomplète sur le centre VHU suivi d'un broyage;

- mauvais état de la plate-forme en béton (trou, fissures, flaches, pelades, affaissement) ainsi que des dispositifs de collectes des eaux malgré une précédente inspection de 2013 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 8.2.1 de l'arrêté préfectoral du 05/11/2009 ;
- de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 ;
- des articles 1 et 10 de l'annexe I, des articles 1 et 8 de l'annexe II de l'arrêté du 02/05/2012 ;
- de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23/11/2005 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AFM Recyclage de respecter les prescriptions susvisées afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne.

A R R E T E

La société AFM Recyclage, exploitant une installation d'une plate-forme de recyclage et de valorisation de produits métalliques et automobiles sise 27 chemin de la Ménude sur les communes de Colomiers et Plaisance du Touch est mise en demeure de :

Article 1 - respecter les dispositions de l'article 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 en n'admettant au broyage que des VHU correctement traités par les opérations préalables de dépollution et de valorisation effectuées dans les centres VHU agréés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Les dispositions prises sont à adresser au préfet dans un délai d'un mois.

Article 2 - respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23/11/2005 en n'admettant au broyage que les DEEE préalablement dépollués dans un délai d'un mois jours à compter de la notification du présent arrêté. Les dispositions prises sont à adresser au préfet dans un délai d'un mois.

Article 3 - respecter les dispositions de l'article 1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 en procédant sur son centre VHU à l'ensemble des opérations de dépollution des VHU préalablement à leur broyage dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. Les dispositions prises sont à adresser au préfet dans un délai d'un mois.

Article 4 - respecter les dispositions :

- de l'article 8.2.1. de l'arrêté préfectoral du 05/11/2009 ;
- de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 ;
- de l'article 10 de l'annexe I et de l'article 8 de l'annexe II de l'arrêté du 02/05/2012.

L'exploitant doit transmettre au préfet :

- sous deux mois, un bilan des zones inaptes comprenant des sondages des sols et une vérification de l'étanchéité des canalisations ;
- sous un mois supplémentaire, un échéancier des travaux à réaliser ;

Ces travaux doivent être achevés sous 15 mois.

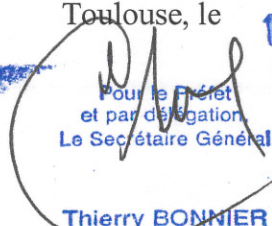
Article 5 – A défaut d'exécution dans le délai imparti aux articles 1 à 4 il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171 8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 6 - Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société AFM RECYCLAGE.

Toulouse, le 18 JUN 2014


Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Thierry BONNIER

